

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 26 février 2025

DATE DE PUBLICATION : 12 mars 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le onze mars, à 18 h 00, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD - Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – M. KHALID - Mme RASAMOELY – M. BA - M. BARAY - Mme MANAI-AHMADI - Mme SOW – Mme PATUREAU - M. RENOUF – M. JOLIVET – M. CHRISTODOULOU - Mme LAMA – M. FAURE – M. GUEDJ - Mme DURAND – Mme LOISEAU – M. BALABAN

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- Mme BAYRAM à M. DEMAUMONT
- Mme CAYOUX à Mme SOW
- Mme HENRY à M. BA
- Mme TORRES à M. RAMBAUD
- M. TOUANE à Mme HEUGUES
- Mme PERIERS à M. FAURE
- Mme PRIEUX à Mme LAMA

ABSENTS :

- M. OREN
- M. TAVARES

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme SOW

OBJET :
Acquisition de parcelles, rues Arthur Honegger et Aristide Briad, propriété de l'AME

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20250314-DEL_2025_0307-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/03/2025

CHALETTE SUR LOING Conseil Municipal du 11 mars 2025

OBJET :
Acquisition de parcelles, rues Arthur Honegger et Aristide Briand, propriété de l'AME

Directeur de secteur : Séverine MONTEILLER

Service : Aménagement urbain

Affaire suivie par : Séverine MONTEILLER

M. Ozturk: Par délibération du 29 juin 2015, le conseil municipal a délibéré pour acter le transfert de parcelles propriétés de l'agglomération montargoise et Rives du Loing (AME), situées dans l'emprise des rues Honegger et Aristide Briand.

Depuis, suite aux évolutions du document cadastral, l'étude notarial en charge de la vente a demandé à la commune et l'agglomération de délibérer de nouveau afin d'ajuster l'acquisition à la réalité cadastrale. Ainsi, il est proposé, après annulation de la délibération du 29 juin 2015, d'acquérir:

- Rue Honegger : parcelles cadastrées BC 422, 427, 428, d'une superficie respective de 2 m², 8 m², 27 m², situées de fait dans l'emprise de la voie.
- Rue Aristide Briand : parcelles cadastrées AS 444, 446, 448, d'une superficie respective de 3 m², 1 m², 4 m², situées de fait dans l'emprise de la voie.

L'ensemble des acquisitions s'effectuera à l'euro symbolique.

Aussi, compte tenu de ces précisions, je vous propose de valider les termes de cette transaction.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

ENTENDU les explications du rapporteur,

Après en avoir délibéré,

ANNULE la délibération du conseil municipal du 29 juin 2015

DECIDE d'acquérir les parcelles cadastrées BC 422, 427, 428, d'une superficie respective de 2 m², 8 m², 27 m², sises rue Arthur Honegger, ainsi que les parcelles cadastrées AS 444, 446, 448, d'une superficie respective de 3 m², 1 m², et 4 m², sises rue Aristide Briand, propriété de l'AME, moyennant l'euro symbolique,

AUTORISE Monsieur le Maire, ou en cas d'empêchement son suppléant, à signer tout document relatif à cette affaire auprès de l'étude de Maître ROUVE à Montargis.

PRECISE que les frais notariés seront à la charge de la commune.

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	31	
Votes pour	31	
Votes contre	0	
Abstentions	0	
Ne prend pas part au vote	0	

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*

Pour extrait certifié, conforme,



Le Maire,

Franck DEMAUMONT.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20250314-DEL_2025_0307-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/03/2025